



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1998/1224
24 décembre 1998
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 24 DÉCEMBRE 1998, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL
DE SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE L'ÉTHIOPIE AUPRÈS DE
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint un communiqué de presse publié le 24 décembre 1998 par le Ministère des affaires étrangères de la République démocratique fédérale d'Éthiopie (voir annexe), concernant le refus de l'Érythrée d'accepter l'ensemble des efforts et initiatives de paix, y compris la dernière proposition de paix de l'Organisation de l'unité africaine.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Duri MOHAMMED

Annexe

Communiqué de presse publié le 24 décembre 1998 par le Ministère
éthiopien des affaires étrangères

Au bout d'une longue série d'activités intensives, parmi lesquelles une enquête approfondie menée par un comité d'ambassadeurs, puis un examen au niveau ministériel, la délégation de haut niveau des chefs d'État ou de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) a, le 7 novembre 1998, à Ouagadougou, formulé une proposition de règlement pacifique de la crise entre l'Éthiopie et l'Érythrée.

Les éléments principaux de la proposition sont la demande faite à l'Érythrée de retirer ses troupes de tous les territoires éthiopiens occupés et l'injonction de réinstaller l'administration éthiopienne avec tous ses organes d'application des lois.

Il convient également de noter que cette proposition, ainsi que les autres éléments du processus de paix, a été immédiatement acceptée à titre provisoire par notre délégation, qui était dirigée par notre Premier Ministre, et, quelques jours plus tard, a été officiellement acceptée par l'Éthiopie. L'Érythrée, en revanche, comme à son habitude, a d'abord essayé de faire capoter le processus de paix en attaquant certains membres de la délégation de haut niveau, et, d'une façon générale, en minimisant la proposition présentée par l'OUA. Ayant en fait rejeté la proposition, l'Érythrée a continué, jusqu'à la convocation du Sommet de l'Organe central de l'OUA les 17 et 18 décembre 1998, auquel la délégation de haut niveau devait remettre son rapport, d'essayer de donner l'impression qu'elle allait bientôt faire connaître sa décision finale.

Mais il s'est avéré, ce qui n'a été une surprise pour personne, que les autorités érythréennes n'avaient, en réponse à la proposition de paix de l'OUA, que le Conseil de sécurité avait jugé "équitable et équilibrée", à présenter qu'une série de questionnaires, puis des amendements à la proposition, ce qui revenait en fait à dire "non" à la demande de l'OUA tendant à ce que l'Érythrée se retire du territoire éthiopien. Après avoir rejeté la proposition de paix des États-Unis et du Rwanda et la décision du Sommet de l'OUA du 10 juin 1998, c'était la troisième initiative de paix que l'Érythrée repoussait.

Tels sont les obstacles auxquels l'Éthiopie s'est heurtée alors qu'elle essayait de résoudre pacifiquement cette crise que l'Érythrée avait imposée à son peuple. De toute évidence, l'Éthiopie ne pouvait compter sur aucun partenaire pour régler pacifiquement cette crise. L'OUA avait fait tout ce qu'elle pouvait, en des circonstances difficiles, et avec un appui minime d'autres parties, pour essayer de contribuer à la paix, et, en assumant remarquablement ses responsabilités, avait élaboré une proposition de paix qui, rappelons-le, avait été jugée "équitable et équilibrée" par le Conseil de sécurité. Cette proposition a été approuvée par l'Organe central de l'OUA au Sommet qu'il a tenu le 18 décembre 1998 à Ouagadougou, et il a également recommandé qu'il y soit rapidement donné suite.

Il apparaît à présent évident que tous ceux qui ont attendu que l'OUA se prononce sur la question n'ont absolument aucune excuse pour ne pas avoir pris clairement position contre l'agression et pour ne pas avoir exercé toutes les pressions nécessaires sur l'agresseur. Dans cette affaire, la cause de la paix et de la justice ne peut être servie que si l'on engage des pourparlers francs et transparents, en abandonnant toute réticence face à la duplicité et à la fourberie des dirigeants érythréens, qui ne voient aucun intérêt à faire la paix et pour lesquels la force prime le droit. Il est temps que ceux qui sont réellement attachés à la paix dans notre sous-région se fassent connaître et fassent entendre leur voix. Il s'agit, entre autres, de demander aux autorités érythréennes, sans mâcher ses mots, de revenir à la raison et de leur dire sans ambages qu'il est temps de passer aux choses sérieuses. L'OUA a assumé ses responsabilités et continue de le faire. Ses efforts doivent être appuyés comme il convient par la communauté internationale, qui reste investie de la responsabilité de donner sa chance à la diplomatie ou de lui couper les ailes, avec toutes les conséquences qui pourraient en résulter.
